

Le  
grand  
**débat**  
**national**

# **AGORA BÉGLAISE**

## **GRAND DÉBAT NATIONAL**

### **COMPTE RENDU**

---

Date et lieu : **le 15 Février 2019, à la salle municipale Jean Lurçat.**

Affluence : **250 personnes.**

Durée du débat : **19h30-23h30.**

**En présence de Monsieur le Maire de Bègles, Clément Rossignol Puech.**

---

---

#### **4 grands sujets ont été abordés :**

- L'organisation de l'Etat et des services publics.
  - La fiscalité et les dépenses publiques.
  - La démocratie et la citoyenneté.
  - La transition écologique.
- 

---

#### **Rappel des objectifs de l'agora béglaise :**

-Offrir un espace ouvert de parole obéissant au consensus d'organisation définis en amont avec les instances de participation citoyennes communales, notamment les Comités de quartier.

-Faire émerger une liste de recommandations connues de tous, à transmettre au Gouvernement.

L'assemblée s'est installée sous la forme d'une grande agora populaire.

---

Par cet exercice, la ville a joué un rôle de facilitateur et de courroie de transmission. Cette synthèse des propositions formulées durant l'agora béglaise a été réalisée par des agents de la Ville et des citoyens volontaires.

### **Mise en place de garanties de transparence et de neutralité du débat :**

- Les élus municipaux ne se sont pas exprimés mais étaient présents parmi les Béglais ;
- La prise de note des propositions a été réalisée de façon exhaustive ;
- L'animation du débat a été confiée à une personnalité neutre et extérieure, gage de neutralité et de transparence : Mehdi Hazgui, sociologue et consultant en participation citoyenne, qui a animé les débats en appliquant une méthodologie permettant bienveillance et écoute constante.

Les propositions énumérées dans ce document de synthèse sont les retranscriptions identiques de celles émises lors du grand débat. La parole citoyenne a été reportée de manière transparente et n'a connu aucune modification.

Les doléances relevées proviennent des échanges faits à l'oral mais également de la prise en compte de tous les papiers de propositions écrites.

Les phrases en gras dans la synthèse correspondent aux apports réitérés à de nombreuses reprises lors de la soirée.

---

## ▪ L'organisation de l'Etat et des services publics

### L'organisation de l'Etat

- **Rendre les organes parlementaires plus représentatifs de la société.**
- Stopper toute réforme au Parlement pendant la durée de la concertation citoyenne.
- Réaliser un audit du « mille-feuille administratif » pour éviter les redondances entre certains services.
- Renforcer le rôle des communes en tant que premières interfaces avec les administrés.
- Réfléchir à une répartition plus efficiente des fonctionnaires sur le territoire.
- Défendre et respecter les statuts de la fonction publique.
- Supprimer le statut du Président de la République.

### L'organisation des services publics

- Arrêter de fermer des services publics.
- **Mettre en place un guichet unique pour les aides sociales.**
- Une partie des agriculteurs dépend des aides de l'Union-Européenne pour vivre, il serait intéressant de créer un service public agricole.
- **Donner plus de moyens aux services publics de la justice et de la santé.**
- L'inclusion est une chose importante, notamment dans les écoles : lutter contre la déscolarisation des jeunes enfants.
- La pauvreté et le handicap : revaloriser les allocations et développer les services publics pour ces personnes et accorder plus de crédit aux « maisons départementales des personnes handicapées ».
- **Les services publics et le numérique : laisser le choix aux administrés de passer par les procédures dématérialisées ou papiers. Les mairies devraient mettre en place dans leurs services des guichets pour aider les personnes qui ne sont pas à l'aise avec l'informatique.**
- Soutenir le service public de la justice et prioritairement le domaine de la protection de l'enfance.
- Créer des lieux d'accueil et de loisirs pour les enfants et adultes porteur de handicap psychique.
- **Développer les services publics dans les milieux ruraux et les rendre accessibles.**
- Ouvrir plus de foyers d'hébergement pour les sans-abris de jour comme de nuit.
- Rendre l'accès à l'éducation gratuit et à la portée de tous.
- **Plus de clarté dans les démarches administratives.**
- Mettre en vigueur un plan d'action et des politiques publiques pour accompagner le « papyboom ».
- Etablir une police mieux formée à la parole et moins à la confrontation.
- Création de bus de l'information au service des administrés pour les aider dans leurs démarches.
- Faciliter l'accès à la culture.

- Publier un document clair et compréhensible par tous retraçant les recettes et les dépenses de l'Etat qui serait envoyé aux administrés.
- Augmenter le nombre d'AVS (Auxiliaire de Vie Scolaire) dans les écoles.
- Augmenter les contrôles des arrêts maladies.
- Justice : prévoir la construction de nouvelles prisons (surpopulation carcérale).
- Donner la possibilité aux agents des administrations de faire du télétravail.
- Résoudre le problème de la fraude fiscale permettrait d'enrayer le déficit de la France.
- **Création de maisons de l'informatique dans les agglomérations.**
- Toutes les communes qui disposent de logements municipaux vides doivent publier une liste de ceux-ci et ne plus utiliser les procédures de référés pour expulser les squatteurs.
- **Revoir la formation et l'accompagnement des jeunes pour éviter qu'ils ne se retrouvent sans emploi après leur formation ou dans des postes ne correspondant pas à leur niveau d'étude.**
- Construire un socle européen commun : sécurité sociale, salaire minimum, etc.
- Trouver des instances capables de faire de la facilitation graphique pour décortiquer la compréhension des lois.
- Demander l'avis des fonctionnaires avant toute proposition de loi les concernant.

### Autres propositions

- Réduire la durée du temps de travail et passer aux 32h pour la durée de travail hebdomadaire.
- La commande publique doit être exemplaire (respect des procédures, mise en concurrence, transparence, etc.).
- **Imposer une plus grande transparence quant aux ressources de l'Etat.**
- Favoriser un meilleur contrôle des politiques publiques.
- La nécessité d'un casier vierge pour tous les membres du Gouvernement.
- Imposer aux nouveaux médecins de s'installer dans les déserts médicaux pour un certain nombre d'années.
- Rompre avec le temps partiel.
- Nationaliser les autoroutes.
- Faire rentrer le prix Nobel de l'économie au Gouvernement.
- Repenser l'organisation des EHPAD (Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes).
- Faire la chasse au travail dissimulé, non déclaré et donc illégal.

## ▪ La fiscalité et les dépenses publiques

### Les dépenses publiques

- Permettre l'investissement locatif pour les personnes à faibles revenus.
- Réduire la dépense publique.
- Mettre en place au sein des collectivités un revenu social local.
- **Urgent de mettre plus de moyens dans les services publics.**
- Gaspillage de l'argent public : réduire les dépenses de fonctionnement de l'Elysée et revenir sur la prise en charge des anciens Présidents.
- Besoin de transparence quant au montant de l'encours de la dette.
- Revaloriser le financement des associations dont l'Etat s'est désengagé.
- Indexation des pensions des retraites sur l'inflation.
- Réévaluer les moyens donnés à l'administration fiscale pour lutter plus efficacement contre les évasions et les paradis fiscaux.
- **Valoriser l'emploi et l'inclusion des personnes en situation de handicap.**
- Favoriser les services publics gratuits.
- Accentuer le transfert des moyens financiers pour rendre plus efficace la décentralisation.
- **Augmentation de la pension de retraite.**
- Valorisation du bénévolat par un revenu de base.
- Rendre les cantines gratuites pour les familles bénéficiant des minima sociaux.
- Calculer les APL (Aide Personnalisée au Logement) et les AL (Aide au Logement) sur les revenus trimestriels.
- Développer les lieux de gratuité.
- Rendre les 5 euros d'APL aux étudiants.
- Supprimer les lois Duflot et Scellier et remplacer les aides prévues dans ces lois par une aide à l'acquisition d'un logement soumise aux conditions de ressources et de situation géographique (aides couplées avec les APL pour favoriser la mixité en centre-ville).
- Remettre en place les aides de solidarité pour le gaz et l'électricité qui ont été supprimées au profit du chèque énergie.
- Revaloriser les bourses étudiantes.
- Octroyer les aides sociales directement sans demander aux bénéficiaires de réaliser au préalable des démarches administratives.
- Mise en place d'un revenu universel de base.
- Augmentation des aides sociales pour les personnes actives.
- Etablir un SMIC (Salaire Minimum de Croissance) à 1500 euros.
- Diminuer les frais liés aux maisons de retraites pour permettre aux séniors de bénéficier de ces services plus aisément.
- Harmoniser les régimes indemnitaires des trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière).

## La fiscalité

- **Instaurer le prélèvement à la source sur les multinationales implantées en France.**
- Rembourser la TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) pour les personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (exemple québécois).
- Taxer les profits financiers afin d'éradiquer la fraude fiscale.
- Augmenter les cotisations sociales des entreprises qui diminuent le temps de travail.
- **Lutter contre les paradis fiscaux.**
- Rétablir l'ISF (l'Impôt Sur la Fortune) sauf pour les personnes qui investissent dans l'économie sociale et solidaire ou la transition écologique.
- **Exonération de la TVA sur les produits de première nécessité.**
- Taxer les poids lourds étrangers qui transitent par la France.
- En cas de fraude fiscale, développer de nouvelles sanctions : éviter les peines de prison mais geler les avoirs de la personne, son patrimoine, etc.
- Les aides publiques supportent trop les grands industriels, revoir le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE).
- **Rétablir l'ISF.**
- **Revoir les tranches d'impôt sur le revenu.** Rajouter des tranches qui sont en l'état actuel trop disparates. Arrêter de stigmatiser les différences sociales « l'égalité est compliquée, l'équité est possible ».
- Réduire les taxes sur les protections intimes de la même manière que les produits de première nécessité et consacrer le remboursement total des pilules contraceptives.
- Annuler l'augmentation de la CSG (Contribution Sociale Généralisée) sur toutes les retraites.
- Taxation du carburant des avions et des bateaux.
- Calculer les montants des charges des ordures ménagères en fonction du poids des déchets par habitant.
- **Supprimer les niches fiscales.**
- Rétablir la TVA sur les produits de luxe et la supprimer sur les fruits et légumes.
- Supprimer la TVA.
- Prendre en compte le coût énergétique dans le prix des marchandises (tenir compte de l'impact environnemental).
- Réduire les taxes liées aux transports en commun.
- Taxer les entreprises fabriquant des emballages non recyclables et celles trop polluantes.
- Supprimer la redevance TV (Télévisuelle) et la remplacer par une « écotaxe » qui s'appliquerait à tout utilisateur d'internet.
- Supprimer les impôts.
- Cesser de taxer l'eau.
- Réduire les taxes pour les journaux.
- Mieux taxer les produits alimentaires (boissons comprises) les plus néfastes pour la santé.
- Réserver le CICE aux PME (Petite ou Moyenne Entreprise) - TPE (Toute Petite Entreprise).
- Imposer les entreprises du CAC 40 à hauteur de 30%.
- La redevance audiovisuelle pourrait servir à financer les médias et les paroles indépendantes : enrayer la disparition des journaux de presse.
- Obliger l'Etat et les collectivités à consommer des produits et des matériaux français.
- Mettre en place la taxe carbone avec redistribution.

- **L'absence persistante de l'égalité homme-femme dans l'activité professionnelle** : stimuler l'effort d'amélioration en mettant des amendes aux secteurs professionnels qui ne la respectent pas.
- Relancer les contrats aidés : les associations qui ont un fort rôle économique et social ont été particulièrement impactées par leur diminution.

### **Autres propositions relatives aux dépenses publiques et à la fiscalité de manière globale**

- Arrêter le versement des dividendes aux actionnaires.
- Obliger tous les grands constructeurs du BTP à créer des logements sociaux à l'intérieur de leurs ouvrages qui seraient gratuits pour les personnes à faible revenu.
- Plafonner les écarts de salaires dans les entreprises.
- Abroger la loi portant sur le secret des affaires.
- Renationalisation de certains services publics (EDF, SNCF : en profiter pour rouvrir les petites lignes).
- Imposer le CDI (Contrat à Durée Indéterminée) comme norme.
- Salaire égal entre les hommes et les femmes dans le public comme dans le privé.
- Interdire les ventes en ligne : concurrence déloyale aux commerces de proximités.
- Limitation du prix des loyers, mettre en place des plafonds.

## ▪ La démocratie et la citoyenneté

### Démocratie

- **Mettre en place le Referendum d'Initiative Citoyenne (RIC).**
- Restreindre la possibilité pour les élus de ne réaliser qu'un mandat unique et non renouvelable. Refus de la professionnalisation de la politique.
- Notre démocratie française, aussi imparfaite qu'elle soit, représente une liberté essentielle et exemplaire dans le monde : l'utilisation du référendum mérite d'être élargie, en particulier le référendum local.
- Les membres composant le gouvernement, l'exécutif national, ne devraient pas être nommés par le Président de la République.
- **La prise en compte du vote blanc** et annulation de l'élection en cas de majorité de bulletin blanc.
- Permettre à toute personne d'être élue, peu importe sa situation sociale et professionnelle (ascenseur social).
- **Agenda électoral : ne plus laisser les élections législatives précéder les élections présidentielles.**
- Le maintien du non cumul des mandats.
- Mettre en place des assemblées réellement représentatives avec des diversités sociales et géographiques.
- Rendre la participation aux élections obligatoire.
- Mettre en place un référendum révocatoire.
- Remplacer le Parlement par une assemblée de citoyens tirée au sort.
- Mettre en place le RIC pour destituer un membre du Gouvernement.
- Augmenter la durée des mandats électifs.
- **Revaloriser les élections à la proportionnelle intégrale ou à 50%.**
- Engager la dissolution de l'Assemblée Nationale.
- Renforcer le rôle du Parlement face à celui du Président de la République et augmenter le pouvoir de l'Assemblée Nationale.
- Permettre aux citoyens d'amender le texte constitutionnel.
- Mise en place du tirage au sort pour désigner la moitié du Sénat et de l'Assemblée Nationale.
- L'exécutif doit être issu du Parlement.
- Envisager la dissolution de l'Etat et des services publics et transférer la souveraineté aux communes : mettre en place une fédération mondiale de communes autonomes liées par un serment de non-agression et d'entraide.
- **Revenir sur les privilèges des élus et des hauts fonctionnaires.**
- Pour les collectivités qui augmentent la taxe d'habitation au-delà de l'inflation : proposer un vote aux administrés pour valider cette hausse.
- Respecter l'équilibre entre les trois pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire (conserver la séparation des pouvoirs).
- Interdire les armes létales pour les forces de police.



- Réquisition de tous les bâtiments inutilisés depuis plus d'un an pour créer des refuges pour les sans-abri.
- Interdire le stationnement sur les trottoirs afin de faciliter le passage des personnes à mobilité réduite.
- Légaliser l'usage du cannabis médical et récréatif.
- Laisser le libre choix quant à la fin de vie.
- Pénaliser plus sévèrement la maltraitance animale.
- Suppression de la limitation des 80km/h.
- Mettre en place une charte de « bonnes publications de l'information » afin de mieux responsabiliser les grands médias et de renforcer leurs sources.
- Arrêter tout commerce d'armes avec les pays qui s'en servent contre leur population et qui ne respectent pas le droit international.
- **Concernant la prise en charge des obsèques des parlementaires : supprimer ce privilège, « égalité dans la mort ».**

## Citoyenneté

- **Créer des écoles de la citoyenneté ou ajouter des heures d'éducation civique dans le cursus scolaire.**
- Revaloriser l'usage social et la déontologie pour assainir les rapports entre les individus.
- Favoriser le développement d'instances citoyennes et leur donner plus de moyens d'action.
- Service public universel : donner 3h de son temps par mois pour mener des actions définies par les citoyens.
- Exiger plus de transparence sur les financements des campagnes électorales et permettre la réduction des seuils de rebroussement.
- Développer les budgets participatifs notamment dans le domaine culturel et les projets audiovisuels.
- Favoriser l'insertion des migrants par la culture et le travail pour leur octroyer les mêmes droits et devoirs que les autres citoyens.
- Créer des instances citoyennes pour les femmes (15 - 20ans).
- **Favoriser l'exercice de concertation citoyenne (réitérer le Grand Débat).**
- **Inciter les jeunes à s'impliquer davantage dans la vie citoyenne.**
- **Éviter la professionnalisation de la vie politique.**
- Processus d'insertion : valorisation des peines de travaux d'intérêts généraux.
- La loi de 2015 sur le handicap a connu de nombreuses modifications et avec la loi ELAN les logements prioritaires pour les personnes handicapées sont passés de 100% à 20%.
- Placer les biens immobiliers hors spéculation citoyenneté.

## La transition écologique

### Transport

- Mener une étude dans les grands ports pour évaluer le cout, pour une collectivité, de mettre en place des alternateurs électriques pour les bateaux électriques.
- Proposition de loi : que les personnes proposant du covoiturage soient dans la possibilité de récupérer les frais kilométriques.
- Proposer une application type « blabla car » en téléchargement libre proposant du covoiturage gratuit.
- **Transports : favoriser le développement des transports collectifs.**
- Valoriser et rendre gratuit les transports en commun et faciliter les déplacements doux.
- **Mettre en place le ferroutage pour limiter le déplacement et donc la pollution des camions.**
- Développer plus de réseaux de pistes cyclables.

### Agriculture et alimentation

- Aider les producteurs français bio face aux puissances étrangères.
- L'arrêt du glyphosate qui représente un réel danger pour l'environnement et la santé humaine.
- **Développer les circuits courts au niveau de l'alimentaire.**
- Mettre en place un service alimentaire obligatoire (apprentissage de la culture de la terre, gestion des denrées etc.). Afin d'assurer la création d'un lien social et de sensibiliser à la cause environnementale.
- Mise en place d'un contrôle ferme sur l'industrie animale.

### Bâtiment et énergie

- Prêt à taux zéro pour la rénovation écologique des bâtiments.
- Accélérer la sortie du nucléaire.
- Eclairage public : ne pas éteindre les lumières la nuit, plutôt faire fonctionner un lampadaire sur deux cela semble suffisant.
- Mettre l'accent sur l'isolation, notamment des logements sociaux qui sont des « passoires énergétiques ».

### Déchets

- Proposition d'un enfant qui dénonce le gaspillage, la pollution et les incivilités, les cigarettes et les emballages par terre.
- Mettre en place une économie-économe, développer l'économie circulaire.
- Interdire les bouteilles non recyclables.
- Réduire la production de plastique, contraindre plus fermement les industriels.

- **Revenir aux consignes pour les bouteilles en verre** (cela permettrait également la création d'emplois).
- Condamner l'obsolescence programmée.
- Mettre en place des projets zéro déchet dans toutes les écoles.
- Organiser un grand débat sur les méthodes à appliquer pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre et ainsi limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.
- Implanter des puces électroniques dans les produits pour réintégrer le coup du recyclage pour les producteurs.

### Propositions transversales liées à l'écologie

- Eviter de faire du court terme en matière environnementale : mettre en place et tenir des politiques publiques à viser prospective.
- Créer un service écologique rémunéré (sorte de service civique tourné vers des préoccupations environnementales).
- L'éducation est essentielle dans la prise en compte environnementale, sensibiliser les enfants dès l'école dans le cadre de leur programme scolaire.
- Développer l'économie sociale et solidaire.
- **Enclencher la décroissance, stopper la surproductivité.**
- Dans chaque ministère devrait être mise en place une cellule écologique pour faire de la transition énergétique un sujet transversal et la « colonne vertébrale » de toutes les politiques publiques.
- Inclure des classes d'économie solidaire à l'école.
- Embaucher plus et innover pour favoriser la transition écologique.